

LA TRIBUNE

POLITIQUE | BUSINESS | FINANCE

En partenariat avec



N° 4353

France métropolitaine

ÎLE-DE-FRANCE

Le projet du Grand Paris malmené à l'Assemblée

Les députés doivent voter cet après-midi le texte de Christian Blanc créant **UN NOUVEAU RÉSEAU FERRÉ**.

IL ÉTAIT TEMPS pour l'Élysée et l'exécutif que le projet de loi sur le Grand Paris soit voté. Ce qui devrait être fait ce soir par l'Assemblée. Car, depuis le début de l'examen du texte par les députés, il y a une semaine, les critiques se sont multipliées contre le projet porté par Christian Blanc, secrétaire d'État à l'Aménagement de la région capitale, d'une rocade circulaire de 120 kilomètres et d'une société d'État chargée de sa réalisation.

Si la gauche crie à la remise en cause des compétences du conseil régional dirigé par le socialiste Jean-Paul Huchon, la droite n'est pas en reste. L'ancien secrétaire d'État UMP Henri Plagnol dénonce une « recentralisation ». Gilles Carrez, rapporteur général du budget de l'Assemblée et élu UMP du Val-de-Marne, estime le coût du projet faramineux et déplore que Blanc ne se soit pas davantage préoccupé de l'amélioration des déplacements domicile-travail. Des critiques finalement assez proches de celles des élus de gauche, qui reprochent à Christian Blanc de faire passer son nouveau réseau express au milieu des « champs de patates ». Jusqu'au Medef francilien, qui

regrette que le projet délaisse l'aménagement du centre de l'agglomération. Quant au médiatique architecte Jean Nouvel, il vient de claquer la porte du groupe chargé de réfléchir à l'aménagement urbanistique de l'Île-de-France.

■ RECADRAGE

Hier, François Fillon a tenté de mettre une nouvelle fois un peu d'huile dans les rouages après l'avoir déjà fait à la fin de l'été en recadrant Christian Blanc, qui l'avait d'ailleurs mal pris. Le Premier ministre a donc convié à déjeuner les agences d'architecture qui ont accepté de travailler sur le projet. Histoire aussi de montrer que le projet du Grand Paris ne se résume pas au seul réseau express de Blanc !

L'exécutif n'en a pas fini avec le Grand Paris. Outre le débat au Sénat, en février, le gouvernement devra bien expliquer dans le détail comment il compte financer les 21 milliards d'euros de la première phase du projet Blanc. Il devra ensuite préciser ses intentions en matière de logement et de pôles de compétitivité. Surtout, il faudra bien qu'il prenne position sur la future gouvernance du Grand Paris. **PATRICK COQUIDÉ**